



## **Déclaration de l'Assemblée des Mouvements Sociaux du I Forum Social Européen des Migrations (FSEMLISBONNE 2021)**

*Un autre monde est possible : un cri qui nous émeut, nous engage et nous encourage à défendre la vie, à promouvoir la solidarité et la paix, à réfléchir à l'avenir de la planète comme un foyer. Un autre pacte est possible pour lutter contre l'inégalité des chances, les multiples discriminations, les préjugés et la xénophobie.*

Nous, représentants de 300 mouvements sociaux, organisations de la société civile, associations d'immigrants, syndicats, personnes migrantes et réfugiées, militants et universitaires de 31 pays, nous sommes réunis virtuellement durant quatre assemblées de convergences et 26 activités autogérées, dans le cadre du premier Forum Social des Migrations (FSEMLISBOA 2021), du 15 au 26 mars 2021. Compte tenu de notre diversité, nous avons construit une histoire et un travail commun, qui nous ont permis d'avancer avec espoir vers un agenda collectif de luttes alternatives en faveur d'une migration avec des droits et contre la misogynie, le racisme et toutes les formes de discrimination et d'oppression. Afin de synthétiser ces discussions collaboratives, issues de cette importante rencontre, nous ratifions cette Déclaration Finale.

En raison de la pandémie de Covid-19 (SRAS-CoV-2), plusieurs pays en ont profité pour renforcer leurs politiques répressives et exclusives de contrôle et de restriction de la mobilité humaine, générant continuellement des violations systématiques des droits de l'homme. Dans ce contexte, les personnes en situation de migration et de refuge souffrent du manque de garanties pour leur protection, avec la criminalisation de la solidarité, avec les nécropolitiques conduisant à des morts massives - sur mer et sur terre - perpétrées en toute impunité par les États européens et avec la violation des droits migratoires, même ceux prévus dans les accords internationaux.

Les peuples du monde souffrent actuellement des effets d'une crise sanitaire de plus en plus grave. Les migrants et les réfugiés sont confrontés aux blocages d'une Europe fermée, devant laquelle il est nécessaire de se mobiliser pour la défense de la

dignité humaine. Dans ce contexte, avec une méthodologie qui promeut des espaces d'échange entre les différents acteurs sociaux impliqués dans le thème migratoire et avec une attention particulière au rôle des migrants, le FSEMLISBOA 2021 a souligné qu'il est nécessaire de travailler ensemble sur des propositions et des alternatives pour garantir le droit de migrer, la migration avec des droits et d'autres modèles de société qui placent le lien social au centre de leur projet, basé sur les droits et le bien commun.

Les échanges partagés lors de l'événement se sont déroulés selon des axes thématiques identifiés comme domaines des prioritaires d'action, de mobilisation et d'engagement sur la thématique migratoire:

1. Droits Économiques;
2. Droits de l'Homme;
3. Droits Environnementaux, Sociaux et Culturels;
4. Droits Politiques;

Nous soulignons également l'intersectionnalité de thèmes tels que le genre, la race, la classe, la nationalité, l'identité et l'interculturalité. Ces questions ont fait l'objet d'une notoriété et d'une prise en compte tout au long des discussions sur les axes thématiques, car elles influencent et, parfois, conditionnent l'accès aux politiques publiques et aux droits liés aux thèmes de la santé, du travail, de l'éducation, du logement, de la culture, de l'environnement, de la régularisation de la migration, de la participation politique, etc.

Dans ce contexte, nous réaffirmons notre engagement pour la construction d'une stratégie commune avec des revendications générales, des propositions et des motions issues du dialogue entre les différents acteurs sociaux et approuvées dans les assemblées de convergence.

## **Revendicações Gerais**

1. La défense de la liberté de mouvement des personnes dans le monde.
2. La garantie de la non-criminalisation des migrations, des mouvements de solidarité, des opérations de recherche et de sauvetage et de sauver des vies en danger et un appel à un fonds de solidarité pour soutenir le travail de toutes les organisations impliquées dans ce travail.
3. La défense des politiques inclusives et universelles de régularisation pour l'ensemble de les populations migrantes et réfugiées.
4. La défense de la santé en tant que un droit de l'homme, universel et gratuit, avec un accès garanti pour les migrants et les réfugiés
5. L'accès à la vaccination contre le Covid-19 pour tous les habitants d'un pays, sans discrimination ni exclusion en fonction de leur origine et / ou statut migratoire.
6. Une changement de perspective dans le discours politique sur la migration, avec un accent sur l'intégration de ses aspects positifs pour la construction d'une société plurielle et interculturelle.
7. L'inclusion des personnes migrantes et des réfugiées dans les consultations publiques et civiles, favorisant ainsi leur participation et leur représentation politique.
8. Une modification des accords de l'Union Européenne avec des pays tiers pour mettre fin à l'externalisation des frontières et à la gestion des mouvements migratoires.

## Propositions

### Axe Droits Économiques

#### 1. Défendre la régularisation des personnes migrantes et le renforcement des filières pour une migration avec des droits.

Nous renouvelons **notre soutien ainsi que l'appel à la régularisation sans restriction et inconditionnelle** de tous les sans-papiers à travers l'Europe afin de mettre fin à l'exploitation, à la discrimination et à la concurrence des travailleurs. En ce sens, nous appelons tous les acteurs sociaux, syndicats et organisations de la société civile à promouvoir des mobilisations et des actions, sous forme de grèves ou autres actions selon le contexte, au niveau national et européen, pour exiger des gouvernements des États européens une loi, et son application, pour régulariser les personnes migrantes présentes dans leur propre territoire.

Nous soulignons que les accords pour **des itinéraires légaux et sûrs pour les personnes migrantes et réfugiées** doivent être considérés comme répondant aux besoins et aux demandes de ces personnes, des pays dont ils proviennent et non pas seulement des intérêts de l'UE. Ces accords doivent être durables et accessibles à tous les profils professionnels et pas uniquement aux professionnels hautement qualifiés. En ce sens, nous sollicitons des programmes de parrainages communautaires comme moyen d'admission humanitaire. En réponse à la recommandation (UE) 2020/1364 de la Commission du 23 septembre 2020, présentée dans le cadre du pacte européen sur la migration et l'asile, nous proposons que des mesures soient prises pour garantir un couloir humanitaire pour les groupes que nous identifions comme prioritaires dans l'accueil, comme, par exemple: les mineurs non accompagnés, les femmes avec des enfants en bas âge, les personnes handicapées physiques, etc. Nous devons créer et proposer aux gouvernements locaux un partenariat stratégique pour les accueillir et les intégrer. Nous exigeons la participation de la société civile aux discussions sur les politiques migratoires

## **2. Mettre en œuvre l'application des traités internationaux et dénoncer les non-respects**

Nous exigeons la mise en œuvre urgente et le respect immédiat des **conventions internationales pour la garantie des droits des personnes migrantes et réfugiées**, ainsi que la ratification et la mise en œuvre des Conventions 97 et 143 de l'OIT et de la Convention 90 des Nations Unies. Nous proposons de lancer une **campagne de sensibilisation du public**.

## **3. Travailler sur le débat politique et social**

Nous dénonçons la précarité qui existe dans la plupart des secteurs économiques marqués par une majorité de main d'œuvre migrante et réfugiée. C'est une réalité de racisme socio-économique qui s'aggrave et renforce les autres. En ce sens, nous exigeons l'égalité des droits du travail et des droits économiques. C'est une exigence civilisationnelle et elle est bénéfique non seulement pour les travailleurs/travailleuses migrants/migrantes et réfugiés/réfégiées, mais aussi pour tous les travailleurs/travailleuses, dans l'économie et pour la société.

## **Axe Droits de l'Homme**

## **4. Défendre la création d'un Pacte Mondial de Solidarité.**

Nous défendons un Pacte mondial de solidarité avec des **actions** plus ambitieuses pour **assurer l'universalité des droits de l'homme**, tels que: organiser une conférence avec des députés européens et des organisations alliées pour créer une consultation parlementaire européenne sur les violations des droits de l'homme en matière de migration, informer et exiger la fin de la participation aux agences anti-immigration au sein de l'Union européenne - en particulier FRONTEX, de manière plus énergique dans la réponse contre les

droits de l'homme, la violation des droits aux frontières terrestres et maritimes, etc.

#### **5. Enquêter sur les violations des lois et des droits de l'homme en Europe**

Nous plaidons pour la création d'une commission d'enquête parlementaire européenne pour **vérifier les violations de la loi et des droits de l'homme**, comme la dissuasion des mouvements migratoires, les retours aux frontières terrestres et maritimes, les expulsions massives, les disparitions forcées, les détentions formelles et informelles, l'externalisation du contrôle aux frontières, etc.

#### **6. Dénoncer collectivement la situation aux frontières intérieures de l'Europe**

Nous soutenons la création d'un mécanisme de **plaintes concernant la situation aux frontières intérieures** de l'Union Européenne. Soi-disant ouvert, mais en réalité, leur existence implique contrôle, violence et racisme. Nous dénonçons également les cas fréquents de violations des lois, de violences basées sur le genre, de refus d'entrée et d'expulsions massives dans les zones frontalières et dans les pays

### **Axe Droits Environnementaux, Sociaux et Culturels**

#### **7. Construire, mettre en œuvre et communiquer un récit commun à l'intersection de la justice migratoire, de la justice environnementale et de la justice sociale.**

Nous encourageons la documentation des continuités historiques entre la domination coloniale et le processus de mondialisation financière et économique, actuellement motivée par le commerce européen, les investissements, l'extractivisme d'entreprise dans le Sud Global et la guerre pour les ressources naturelles - intensifiant le déplacement massif de

personnes. Il faut souligner les responsabilités des États et des entreprises dans la mise en œuvre des politiques de mort aux frontières pour réprimer la libre circulation en tant que droit fondamental.

#### **8. Contribuer à la déconstruction de la discrimination raciale, de genre et sociale.**

Nous défendons la mise en place d'un **plan d'action stratégique et de communication**, coordonnant les mouvements sociaux européens impliqués, afin de déconstruire la discrimination raciale, de genre et sociale. À l'intersection de ces luttes, les organisations des personnes migrantes et de réfugiées - femmes migrantes et réfugiées ou migrants et réfugiés transgenres en premier lieu - font partie des mouvements sociaux décisifs capables de réaliser des convergences intersectorielles.

#### **9. Effectuer et renforcer une éducation interculturelle**

Nous appelons à un **groupe de travail sur l'éducation interculturelle dans le cadre d'une prérogative antiraciste** pour connecter les nombreuses personnes qui demandent et font pression pour des pédagogies alternatives pour un **réapprentissage culturel mutuel** - y compris leur histoire de colonisation et de décolonisation - au sein des systèmes éducatifs nationaux formels et des lieux d'éducation informelle. En outre, **reconnaître** le rôle fondamental des **travailleurs/travailleuses culturels et des artistes migrants/migrantes et réfugiés/réfugiées** et leur besoin **urgent de protection et de soutien financier**.

#### **Axe Droits Politiques**

#### **10. Construire un réseau dédié aux histoires des personnes migrantes et réfugiées.**

Nous provoquons la nécessité de créer une action collective pour **amplifier la voix des personnes migrantes et des réfugiées**, pour recueillir et diffuser leurs histoires de vie, racontées à la première personne ou par leurs proches, dans le cas de personnes disparues, de manière intersectionnelle et représentative . L'intention est de créer un espace de partage d'expériences et de subjectivités, récupérant ainsi leur compréhension et leur connaissance de soi en tant qu'acteurs politiques. Ce réseau entend **humaniser le discours politique et politiser les expériences humaines des personnes migrantes et réfugiées**.

#### **11. Plaidoyer pour le développement intersectoriel de politiques migratoires démocratiques, participatives et inclusives.**

Nous visons à **connecter et à mettre en évidence des localités** en Europe, dans des pays non européens touchés par les politiques européennes et, plus largement, dans le monde, où les alliances locales entre les autorités, les personnes migrantes et réfugiés et les acteurs de la société civile réalisent des actions **plus inclusives et plus accueillantes**, servant de modèles pour d'autres politiques migratoires aux niveaux national et européen.

Pour cela, il est d'une importance fondamentale de **défendre les droits politiques** des personnes migrantes et réfugiées par la **participation politique et la revendication de leur droit de vote**. En tant que tel, il est important d'exiger que **les fonds européens soient conditionnés à la garantie des droits des personnes migrantes et réfugiées**, et distribués de manière égale aux acteurs locaux qui travaillent à l'élaboration de politiques en faveur de leurs droits.

#### **12. Promouvoir la construction d'une journée européenne pour défendre l'accès aux services publics essentiels**

Nous défendons la **promotion d'une journée européenne** de lutte et de défense de l'accès aux services publics essentiels, tels que l'éducation, la santé, le logement, le travail décent, entre autres. Une journée d'actions





organisée et coordonnée par la société civile à travers l'Europe **pour exiger un accès complet et sans restriction aux services publics essentiels pour l'ensemble de la population, y compris les personnes migrantes et les réfugiées**, quel que soit leur statut migratoire.